

13 décembre 2012



La face cachée de l'affaire Petraeus (1)

DATE DE CRÉATION DE L'ARTICLE : 9 DÉCEMBRE 2012

On est déjà bien loin de la simple affaire de coucherie dans l'affaire Petraeus. Car en dévidant la bobine des révélations, on tombe aujourd'hui sur un personnage, au comportement étonnant, qui est en fait à l'origine de tout l'affaire. Celui qui s'est inséré dans les mails entre Petraeus et sa supposée maîtresse, ou plus exactement entre celle-ci et sa prétendue rivale. Avec la révélation ce jour de l'identité de cet agent du FBI présenté comme "plutôt républicain" (on n'est pas allé jusqu'à en faire un adepte du Tea Party mais on ne doit pas en être loin) tout bascule en effet, car l'homme est tout sauf un inconnu. Son histoire nous plonge il y a 13 ans, dans une affaire de terrorisme précédent le 11 septembre, connue sous le nom de "Millenium Plot"... voilà qui nous ramène directement à ce que l'on pressentait... à savoir un FBI mouillé jusqu'au cou dans une affaire dont Barrack Obama a tenu à minimiser le rôle dans sa dernière conférence de presse. Car il sait qu'il marche sur des œufs, avec les étonnantes ramifications de cette affaire. Place donc au vrai héros de l'histoire : Fred Humphries, agent du FBI formé aux arcanes du terrorisme jihadiste par... le juge Brugière en personne !!! Grâce à lui, deux ans avant le 11 septembre, le FBI savait tout des "cellules dormantes" aux USA... mais n'avait strictement rien fait pour les empêcher d'agir. Elles auraient bien été incapables d'organiser les attaques concertées du 11 septembre, de toute manière. L'affaire Petraeus n'est donc que le bout d'un gigantesque iceberg, qui nous ramène en effet indirectement au 11 septembre 2001 ! Ou plutôt, c'est l'histoire d'un monumental ratage du FBI sur des cellules terroristes, dans lequel Ted Humphries possède une lourde responsabilité.



Dans cette histoire où la presse s'est engouffrée sur le thème de la femme fatale aguichante, un homme supplémentaire est rapidement apparu, un "agent du FBI" a-t-on rapidement précisé. Frederick W. Humphries II, appelé plus communément Fred Humphries, photographié ici en 2002, n'est pas tout à fait un agent du FBI ordinaire. Accusé d'avoir envoyé une photo "déplacée" à l'une des deux sœurs impliquées dans le scandale, on vient de l'écartier de l'enquête du FBI sur l'événement : *"plus tôt cette semaine, il est apparu que Humphries a été empêché de prendre part à l'affaire en raison d'événements dans lesquels il a été personnellement impliqués. Il est soupçonné d'avoir envoyé des photos torse nu à Kelley, bien que ceux auraient été envoyés avant que Kelley ait reçu des courriels de Broadwell. Humphries a également s'est également plaint au sujet du manque de progrès dans l'enquête à au moins un membre du Congrès"*. Le cliché envoyé n'avait rien de scandaleux, mais les liens entre Humphries et Jill Kelley paraissent bien inquiétants, en raison de ce que sait Humphries d'une affaire remontant maintenant à 1999, et dans lequel il a joué un rôle majeur. Car le dossier dont il s'était alors occupé était extrêmement sensible. En toute apparence, le côté m'as-tu-vu et vantard et la pose

de l'agent Humphries en plein exercice de tir sur des torsos factices était bien flagrant : notre personnage ayant une propension certaine à vanter ses exploits, alors qu'on va s'apercevoir le long de cette longue enquête que sa toute première affectation dans le domaine du contre-terrorisme lui a fait davantage jouer un rôle de spectateur plutôt que d'acteur. On peut même affirmer d'emblée que lors de cette première, pour lui, l'agent Humphries d'était plutôt fait mener par le bout du nez, pour ne pas découvrir ce qui était un sujet brûlant : vingt mois avant les attentats du 11 septembre, Humphries s'occupait en effet en tant qu'agent du FBI d'une cellule terroriste fort particulière, comme nous allons le voir maintenant.

Le passé de Humphries le relie aux enquêtes sur les terroristes islamistes

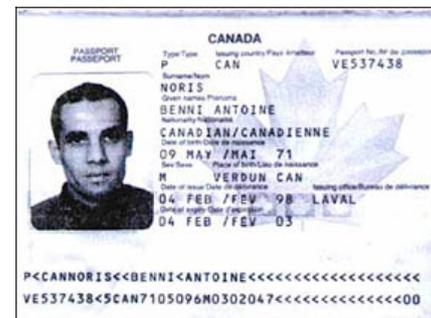


Le Seattle Times, qui a réalisé un dossier très pointu sur l'affaire du Millenium Plot (voir en fin d'épisode la référence de mes sources), le connaît en effet très bien, ce fameux Fred : *"Humphries, 34 ans (nota : à l'époque de l'enquête, il en a 47 aujourd'hui), a grandi à Steilacoom, Washington, est allé à l'école secondaire au Canada et rejoint l'armée américaine. Il gravit progressivement les échelons, mais en tant que capitaine de l'espionnage militaire, il craint qu'il soit sur la bonne voie pour faire une carrière de gratte-papier Il a alors décidé de retourner à l'école, de gagner une bourse d'études à l'université de Tampa et d'étudier la criminologie. Il a passé un été de cours en tant que stagiaire au bureau du shérif du comté de Sangamon dans l'Illinois, où son beau-père était médecin légiste en chef. Il y a rencontré des agents du FBI travaillant sur des cas de personnes à rechercher, et il a alors été accroché"*. On notera que notre prétendant au titre d'enquêteur du FBI avait habité Tampa, là même où habitent les deux "jumelles infernales" [Jill Kelley](#) et [Natalie Kawham](#)... de l'affaire Petraeus. L'envie de réussite du

personnage est visible d'emblée : or le voilà qu'arrivé à Seattle en 1999, on le charge à la fin de l'année, au nom du FBI, d'élucider le cas d'un inconnu débarqué à Vancouver et Montréal, qui prétend s'appeler Benni Antoine Noris ; selon sa carte d'identité canadienne. Pas vraiment le sujet pour s'éclater, à première vue. Humphries fait tout de suite connaissance avec les lenteurs de l'organisme, qui travaille toujours comme dans les années 60 avec carnet de notes et crayon. Pas vraiment enthousiasmant pour un débutant.

Un jihadiste sous un faux passeport

L'homme qu'il doit interroger a tout d'un Mohammed Merah en fait : il revient d'Afghanistan, en revenant par Peshawar, via Séoul en Corée du Sud, après être passé au Los Angeles International Airport (ou "LAX") pour prendre ensuite un vol vers le Canada. Le 7 février 1999, à son retour aux USA, en venant de Peshawar, sur un passage de contrôle américain, il avait été arrêté avec dans son sac un papier sur comment fabriquer des bombes, une une bouteille de shampoing rempli de glycol et une autre de Tylenol ainsi que des comprimés d'Hexamine : exactement de quoi fabriquer un bon feu d'artifice, avec quelques notions de chimie (c'est ce qu'on trouvera en Allemagne chez la cellule terroriste allemande dite du Sauerland de Fritz Gelowitz et de sa femme Filiz). Voilà alors que les américains le retiennent, en attendant de vérifier son identité. Les canadiens, alertés, ne répondront rien aux agents US : Benni Antoine Noris n'existait pas, selon eux, car il s'appelait en fait Ahmed Ressay, et était d'origine algérienne, et s'était fabriqué une fausse identité. Ressay, avant de partir au Pakistan, avait volé au Canada un certificat de baptême, qui, contrefait, était devenu une superbe carte d'identité chez des autorités canadiennes bien peu regardantes : "Il a commencé avec un certificat de baptême blanc volé dans une paroisse catholique locale. Il a trouvé le nom d'un prêtre qui était à l'église en 1970 - sa nouvelle année de naissance - et contrefait la signature du prêtre sur le certificat. Et il a créé un nouveau nom, Benni Antoine Noris" précise le journal. Mais ça, Fred Humphries mettrait un certain temps à le découvrir, démuné de tout outil d'investigation. Il avait été envoyé de Seattle à Vancouver et Montréal pour aller prendre le pouls d'une cellule terroriste découverte récemment sans que le sujet ne soit pour autant perçu comme important par le FBI : un simple contrôle de routine en quelque sorte, car à l'époque, le FBI n'a pas encore compris toute l'ampleur du phénomène. Et Humphries encore moins, à se demander si on avait pas en envoyé une personne de la sorte pour ne RIEN découvrir des cellules dormantes islamistes sur le territoire canadien ou américain.



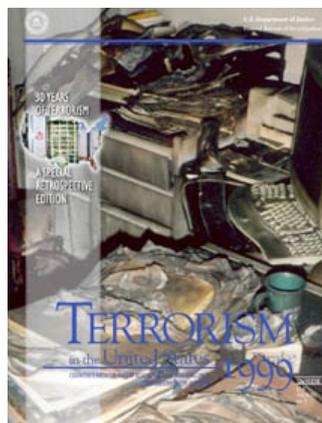
Les français l'avaient déjà raté en 1993



Parti d'Algérie pour trouver de meilleurs cieux, Ressay était d'abord arrivé avec un visa valable à Marseille, pour repartir ensuite en Corse. "Ahmed Ressay resta en France, clandestinement, de 1992 à 1994. Après un mois passé à Marseille, il partit pour la Corse. Son visa était alors expiré. Selon ses affirmations, il travailla au ramassage de raisins et d'oranges et dans un complexe touristique. Il fut aussi mêlé à un trafic de faux papiers (Sageman, 2005). Il parvint à obtenir un faux passeport français qui portait sa photo et était établi au nom de Nasser Ressay (Bernton et coll., 2002 : chap. 4)." Déjà, on aperçoit ses talents de falsificateur de documents. A son procès aux Etats-Unis, cela donnera lieu à une belle passe entre le juge Bruguière et le procureur américain et ses connaissances en géographie : "Le 8 novembre 1993, Ressay est arrêté à Ajaccio pour être en situation irrégulière. Il est cependant relâché dans l'attente de sa comparution, qui est fixée en mars 1994. La police française dispose cependant de ses empreintes. Le document sera transmis à la justice américaine après l'arrestation de Ressay en décembre 1999. Le juge français antiterroriste Bruguière témoignera de façon ironique au sujet de cette empreinte lors du procès de Ressay (*) :

- Et cette empreinte relevée en Corse, le 8 novembre 1993, demande l'accusation, est-ce bien celle de Ressay ?
- Oui. C'est même l'un des documents que je vous ai communiqués, répond le juge.
- Mais la Corse a-t-elle un lien avec la France ? poursuit, imperturbable, le substitut du procureur. Bruguière est le seul à sourire.
- Jusqu'à nouvel ordre, corrige-t-il, la Corse est un département français."

Un FBI peu concerné



Le débutant Humphries il n'avait en fait aucune connaissance sur la question (et encore moins de l'existence de la Corse !) car à l'époque, le FBI ne se souciait pas encore de ce genre d'individus : pour preuve, à peine son bureau avait-il été équipé d'un téléphone, son enquête se faisant sans moyens techniques modernes. Pas d'ordinateur, un crayon, une gomme et un carnet de notes, et basta, voilà quelle était la façon de réaliser sa mission ! A l'époque, le terrorisme islamique ne présentait pas encore d'intérêt majeur aux yeux du FBI, lent à découvrir les arcanes d'un réseau tentaculaire et surtout fort disparate. Les attentats du 7 août 1998 à Nairobi, au Kenya, et à Dar es Salaam, en Tanzanie, sur les ambassades américaines, qui avaient provoqué 224 morts, avaient certes fait changer le lourd organisme, mais le territoire US était toujours considéré comme inattaquable, d'où le regard fort relatif porté par les agents sur des apprentis terroristes. Et ce manque d'intérêt, on en a la preuve à contrario dans une incroyable brochure sortie en 1999 pour célébrer les "trois dernières décades de la lutte antiterroriste". Si sur place, se plaint Richard Clarke, les employés du FBI se fichent d'Al-Qaida, en haut, dans les bureaux de la direction cela semble être tout l'inverse en effet. Dans la brochure, on trouve certes quelques camemberts Excel, et un seul article en

: "L'enquête du FBI a révélé que Ressay était associé avec une cellule d'un groupe islamique armé terroriste à Montréal, au Canada, et peut-être un associé du réseau terroriste d'Oussama ben Laden. Le 30 Décembre le FBI et l'US Immigration and

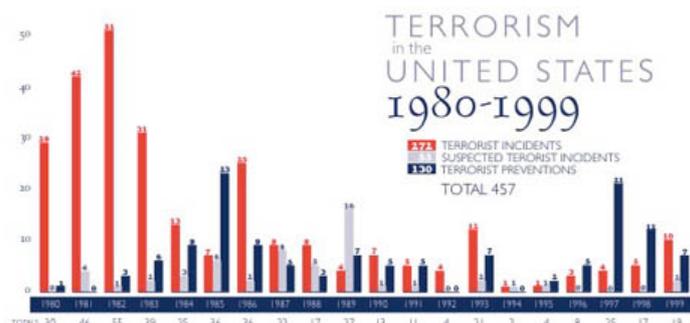
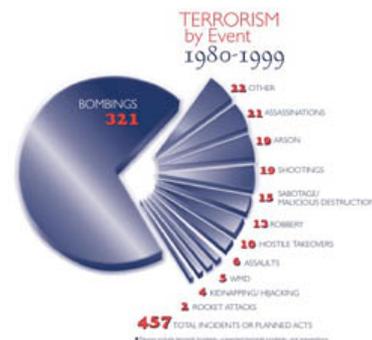


Naturalisation ont lancé des entretiens avec un certain nombre de personnes à travers les États-Unis qui sont susceptibles de posséder des renseignements utiles à l'enquête dans l'intrigue apparente du Millenium. En fin d'année, l'enquête en cours a conduit à la mise en accusation et à l'arrestation de plusieurs relations de Ressay directes et indirectes aux États-Unis et au Canada." Mais malgré l'expéditif chapitre (récent il est vrai au moment où c'est rédigé !), il y a une conclusion étonnante qui constitue aujourd'hui un véritable monument pour ceux qui clament que tout avait été prévu, manigancé, et organisé.... avant septembre 2001. En ce sens, ce rapport est lui aussi... une bombe médiatique !!!

Le très étonnant rapport désignant début 2000 Ben Laden comme danger principal

Les conclusions du rapport du trentenaire étaient en effet sans ambiguïté : le plus dangereux à venir s'appelait bien Ben Laden, selon le FBI : "alors que Ramzi Yousef est actuellement emprisonné à vie aux États-Unis pour son rôle dans l'attentat du WTC et le complot déjoué à poser des bombes dans les avions de ligne américains, un encore extrémiste plus menaçant, Oussama ben Laden, continue de faire peser une grave menace pour les intérêts américains. Son organisation, Al-Qaïda (la "base" ou la "racine"), est beaucoup plus importante et plus structurée que les groupes assemblés par Yousef

et d'autres voyous extrémistes internationaux, il y a des indications selon lesquelles Al-Qaïda est présente dans des dizaines de pays, y compris aux États-Unis. La fortune personnelle de Ben Laden, ses liens avec des organisations terroristes existantes, et sa position de premier plan parmi les populations des moudjahidines et d'autres mécontents ont fait de lui de facto le type de commanditaire principal du terrorisme. Cependant, sa position à la tête d'un grand, mais vaguement affilié, réseau terroriste lui permet la flexibilité d'opérer plus librement que les commanditaires étatiques traditionnelles. Cela lui permet aussi d'opérer avec une relative impunité sous plupart des contre-mesures qui ont été appliquées par les Etats. Bin Laden a comme objectifs d'expulser les forces américaines et occidentales de la péninsule arabe, en supprimant du pouvoir la famille régnante d'Arabie Saoudite, de « libérer » la Palestine, et de renverser les gouvernements "pro-occidentaux" dans les pays majoritairement musulmans, qui font de lui une figure de proue parmi les extrémistes qui partagent la même orientation idéologique. Alors que Ben Laden est l'un des partisans les plus reconnus et un financeur essentiel de ce vaste mouvement, il ne contrôle pas ou ne dirige ce type d'extrémisme. Al-Qaïda va-t-il cesser ce mouvement international ou, selon toute vraisemblance, le continuer (...) A l'aube du 21ème siècle, la menace la plus directe pour les intérêts américains peuvent provenir d'Oussama ben Laden, son organisation Al-Qaïda, et ses groupes de sympathisants. Ben Laden et 15 autres membres de son organisation sont inculpés pour leur rôle dans l'organisation Al-Qaïda et les attentats de l'ambassade américaine en Afrique de l'Est. À la fin de 1999, six de ces suspects inculpés étaient en détention américaine, en attente de jugement dans le district sud de New York".



Un rapport prophétique qui restera lettre morte

Cet étonnant rapport prophétique, exhumé aujourd'hui par mes soins allait plus loin (à ma connaissance il n'a jamais été cité à ce jour dans les rapports sur le 11 septembre et l'implication possible des autorités américaines), annonçait en conclusion ce à quoi l'Amérique devait s'attendre dans les années à venir : "la dernière décennie a également vu un changement général dans la tactique des terroristes internationaux s'éloigner des nombreuses attaques directes, mais limitées, comme de pirater bâtiments et les prises d'otages, pour aller vers des attaques aveugles à fort impact, aveugles, comme des explosions à grande échelle de véhicules.. La tendance à un grand nombre de victimes, les attaques aveugles servent à susciter l'inquiétude du public concernant le terrorisme alors même que le nombre global d'attentats terroristes a généralement diminué au cours de la décennie (il y a eu 392 attaques terroristes internationales à travers le monde en 1999, contre 565 en 1991). La préoccupation face à la potentialité d'usage à grande échelle d'armes de destruction massive attaque également alimente les préoccupations du public avec le potentiel qu'ont les groupes extrémistes pour déployer avec succès de telles armes, et qui semble croître de façon de plus en plus plausible dans la la décennie comme précédé. Ces tendances pour le nouveau millénaire reste à vérifier. Il semble que les terroristes internationaux continueront à se concentrer sur les attaques qui produisent d'importantes destructions et des pertes élevées, maximisant ainsi dans les médias du monde entier l'attention et l'anxiété du public. Il semble également probable que les gouvernements s'apprêtent à « durcir » (ou à rendre plus sûr) leurs objectifs officiels, les terroristes chercheront de plus en plus des cibles vulnérables plus « faciles », comme les bureaux grande taille des firmes multinationales et les américains qui voyagent et travaillent à l'étranger . Un facteur semble certain à supporter : l'influence des États-Unis continuant à façonner les événements du monde, les intérêts US à la fois officiels et non officiels, continueront d'être la cible d'attaques terroristes" concluait ce sidérant rapport ou les attentats du 11 septembre apparaissaient très nettement en filigrane ! Incroyable phrase que celles comme " **les terroristes chercheront de plus en plus des cibles vulnérables plus « faciles »** , **comme les bureaux grande taille des firmes multinationales**" ou cette autre affirmant que "**les terroristes internationaux continueront à se concentrer sur les attaques qui produisent d'importantes destructions et des pertes élevées, maximisant ainsi dans les médias du monde entier l'attention et l'anxiété du public.**" : vous mélangez les deux, vous obtenez les attaques du 11 septembre 2001 ! (si on y ajoute le texte



prémonitoire du [Project for the New American Century](#) plus connu sous le nom de "[New Pearl Harbor](#)", signé par la clique autour de Wolfowitz, qui se juxtapose parfaitement dessus, on obtient en effet la recette miracle du 11 septembre !) !! Le FBI s'y attendait, donc, et l'avait décrit par le détail près de 20 mois avant que cela ne se produise ! Incroyable découverte !!! A mon humble avis, c'est bien la première fois que l'on retrouve noir sur blanc la préfiguration exacte de ce qui va se passer quelques mois plus tard !!! Monumentale découverte !!!

Au Canada, Ressam se fait facilement "adopter"

Pendant que le FBI gamberge et annonce un prochain 11 septembre, Ressam, débarqué sans le sou au Canada, Ressam était passé au travers des mailles du filet de la police canadienne, nous précise [ERTA](#) : "À son arrivée à Montréal, Ressam est arrêté par l'immigration ; les agents ayant décelé qu'il s'agissait d'un faux passeport. Au moment même de son arrestation, Ressam fit une demande d'asile politique. Selon ses déclarations, il inventa alors une histoire. Il affirma qu'il avait été torturé en Algérie et qu'il avait été faussement accusé de trafic d'armes et d'activités terroristes. Les autorités canadiennes le gardèrent dans un premier temps dans un centre. Puis, sans vérification semble-t-il auprès de l'Algérie, de la France ou d'Interpol, les agents canadiens de l'immigration le relâchèrent. Sa demande fut fixée au 28 mars et on lui demanda de trouver un avocat. La Ministre de l'Immigration, Élinor Caplan, indiqua plus tard que ce n'était pas un délit grave que de présenter un faux passeport pour entrer au Canada, beaucoup de réfugiés légitimes le faisant. Il fallait aux agents de l'immigration des preuves avant de pouvoir refouler un nouvel arrivant

(**). La légèreté des officiels canadiens pèsera lourdement sur les suites du dossier Ressam, qui se verra même accorder sur place une aide financière. "Comme il n'a pas d'emploi ni de revenus pour vivre, Ressam fait une demande pour bénéficier du bien-être social (aide sociale), qui sera acceptée. Il reçoit bientôt 550 \$ par mois. Il trouve aussi une chambre dans un YMCA de Montréal".

Le témoignage édifiant de Richard Clarke

Personne n'y croyait au FBI, pourtant, à ces cellules terroristes dormantes (ou alors le FBI faisait semblant de ne pas s'y intéresser) sauf Richard Clarke, persuadé de leur présence sur le territoire : "Depuis cinq ans au moins, j'étais persuadé qu'Al-Qaida était présent sur notre territoire. Je n'avais pas pu convaincre le FBI de s'intéresser au problème. Officiellement, le FBI prétendait connaître une poignée de sympathisants mis sous surveillance. Il n'existait aucune cellule active, aucune menace implantée aux Etats-Unis, selon le Bureau. John O'Neill et moi étions sûrs du contraire, mais O'Neill avait été muté au bureau de New York. C'était le principal bureau du pays et il en avait fait le bras opérationnel du FBI pour traquer Al-Qaida à l'étranger. Néanmoins, la plupart des bureaux locaux et les trois quarts du quartier général se concentraient sur autre chose. Lorsqu'il s'agissait du terrorisme basé à l'étranger, Louis Freeh se préoccupait presque exclusivement de l'enquête sur l'attentat de Khobar (***) La Division de sécurité nationale travaillait alors sur l'espionnage russe et chinois, le cas Robert Hanssen, sur les agents américains travaillant pour les Russes, sur l'affaire Wen Ho Lee et la possibilité de fuites dans les laboratoires nucléaires". Tout, sauf... le danger islamiste.



La raison invoquée : des lois coercitives sur les opérations du FBI héritées des dérives du Watergate

Selon Clarke, tout serait venu des conséquences du Watergate (ou des abus d'Hoover en la matière) : afin de ne plus provoquer de scandales, l'action du FBI avait été restreint par des juges : bon Dieu, on ne peut pas aller dans une mosquée ou même une église sans raison spéciale" précisait un de ces agents. "Après cette réponse, on nous expliquait : « Ecoutez, ici, on travaille sur les arrestations et le procureur général ne s'intéresse pas à des infractions mineures de soutien au terrorisme. On n'a même pas de procureurs adjoints autorisés à consulter les documents top secret. Tous disaient que les directives du procureur général leur interdisaient d'agir sans avoir connaissance d'un crime probable. Sans piste préalable, ils ne pouvaient pas assister aux prières dans les mosquées ou assister aux réunions d'étudiants. Ils n'avaient pas le droit d'imprimer les pages web des organisations tant que celles-ci n'étaient pas soupçonnées de tramer un crime. Dans de nombreuses villes, les agents n'avaient pas même accès à internet. Les directives du procureur général avaient été adoptées au lendemain des scandales du Watergate, au début des années 70. A cette époque, il avait été révélé que le FBI avait ouvert un dossier sur des gens ou des groupes de personnes sans autre raison que le caprice de J. Edgar Hoover. Pour remédier à ces abus, le Département de la justice avait corseté le FBI dans une camisole de force dont il n'était toujours pas sorti." Bref, à l'intérieur même des USA, selon le conseiller de la Maison Blanche, et il était devenu beaucoup plus difficile d'enquêter, pour des raisons de fonctionnarisation du métier.

La délinquance, était traquée, mais pas l'islamisme radical

Seule la délinquance générale était suivie comme auparavant : "dans les cinquante-six bureaux locaux (sauf à New York), on s'intéressait avant tout à la drogue, au crime organisé et à d'autres problèmes qui entraînaient arrestations et poursuites. Les responsables de ces bureaux avaient peu de temps à consacrer à la surveillance et à l'infiltration des islamistes radicaux. Dans certaines villes, nous avons créé des "Forces d'intervention antiterroriste interarmes (JTTF)" rassemblant des représentants de toutes les forces de l'ordre fédérales et locales. Je supposais qu'elles recherchaient Al-Qaida. Pour m'en assurer, je fis le tour du pays pour visiter les bureaux du FBI et les JTTF. Je découvris une situation profondément troublante. Dans tous les cas, les agents spéciaux responsables et les directeurs des JTTF m'assurèrent qu'Al-Qaida n'était pas représenté dans leur région, mais ils n'avaient pratiquement pris aucune mesure pour débusquer le réseau. Ils préféraient suivre la piste des organisations terroristes les plus flagrantes : l'IRA dans certains cas, les sikhs dans d'autres, ou les milices locales. Quand je demandais : « Y a-t-il une présence d'Al-Qaida dans cette ville ? » on me répondait généralement : « C'est quoi, Alcaïd ? Le truc de Ben Laden ? Il n'est pas venu ici. »" Désarmante constatation ; en 1998 encore, personne ne fait d'effort pour aller traquer les islamistes, considérés comme quantité négligeable dans le pays. On peut parler d'aveuglement comme d'incompétence, à ce stade.

Et Ressam pendant ce temps se fait embarquer par les islamistes

Pendant ce temps, jeune, désœuvré, sans emploi et l'esprit déjà marqué par l'islamisme radical croisé en Algérie, Ressam se fait recruter facilement sur place, note le ERTA : "Si en Algérie, Ressam fréquentait rarement la mosquée, il n'en est pas de même à Montréal. C'est pour lui un lieu où il peut rencontrer des compatriotes et faire des connaissances et il se rend donc régulièrement à la mosquée Sunnah Al Nabawiah (rue Hutchison). Celle-ci est très populaire et, le vendredi soir, elle reçoit près de 5 000 fidèles, pour la plupart issus de la communauté algérienne. Selon Sageman (2005 : 187), « une part significative de cette communauté donne dans la petite délinquance, comme le trafic de faux papiers, les fraudes à la carte de crédit ou les larcins. La mosquée sert à écouler et receler les marchandises dérobées. Les jeunes se retrouvent dans les environs de la mosquée et de sa librairie, qui vend des livres et des cassettes salafistes. » Aux alentours de la mosquée sont vendues des cassettes vidéo de recrutement vantant le djihad. L'une d'elle expliquait : « Venez en Afghanistan. Venez participer au djihad. Si vous êtes de vrais croyants, Allah s'attend à ce que vous fassiez pour lui un effort supplémentaire. » (Bell, 2004 : 198). Si bien qu'en très peu de temps, notre jeune algérien se radicalise à la vue de ses vidéos sanglantes : c'est exactement le même parcours qu'un Mohamed Merah en France. Personne ne s'aperçoit alors que ces vidéos proviennent à chaque fois des trois sites de diffusion manipulés par la CIA : SITE, IntelCenter et le MEMRI dirigé par l'ancien responsable du Mossad !!! Quand Rita Katz vient faire des conférences sur le terrorisme islamique au Canada, c'est à l'invitation, bien sûr, des organisations juives... les plus virulentes, les orthodoxes la plupart du temps. De la manipulation, très bien organisée : sous le prétexte de dénoncer les crimes des extrémistes islamistes, on leur offre un moyen de diffusion à grande échelle inespérée. Katz sera ainsi la première détentrice des vidéos de 2004 de Ben Laden, la barbe teintée, dont la petite histoire voudrait qu'elle en aurait négocié le tarif directement auprès de l'administration Bush pour finir par se la faire subtiliser par cette même administration. Lors du raid d'Abbottabad, les seuls documents vidéos saisis remontrèrent l'image de ce Ben Laden à la barbe noire sur fond bleu, dont beaucoup d'observateurs estiment qu'elles ont été tournées bien avant 2004...



Humphries débarque en véritable martien à Seattle puis à Montréal

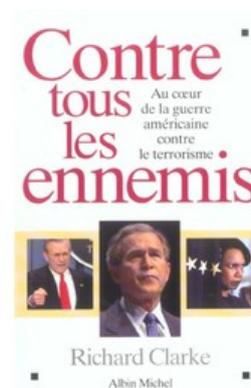


En fait, Fred Humphries, débutant du FBI, se voyait alors confier un dossier peu sensible à l'époque aux yeux du FBI : celui des terroristes islamistes potentiels sur le territoire des Etats-Unis, auxquels ont ne prophétisait pas d'agir comme au Kenya ou en Tanzanie. Débarqué à Seattle sans aucune formation spécifique, c'était donc à lui seul de tout découvrir. Le gouvernement Clinton hésitait encore quant à la conduite à tenir en face de ces remuants islamistes et notamment leur ancien allié contre les soviétiques : Ben Laden. Le 20 août 1998, en représailles contre les attentats, Clinton envoyait pourtant une volée de 79 missiles de croisières détruire les camps d'entraînement des terroristes islamistes lors de l'opération "Infinite Reach" : c'était bien déjà Ben Laden qui était est visé. Ses multiples provocations avaient fini par laisser l'administration Clinton.

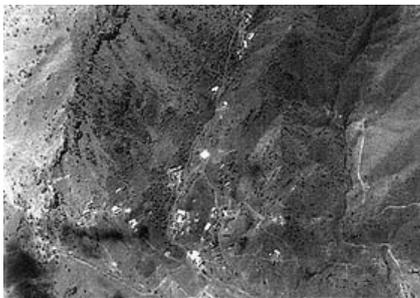
La base du travail de recherche : "Contre tous les ennemis"

L'histoire de l'attaque aux Tomahawks est décrite en détail dans le livre "Contre tous les ennemis" de Richard Clarke. Un homme de crédit, car il a traversé plusieurs administrations différentes en passant de Clinton à Bush notamment en y étant reconnu pour son savoir en contre-espionnage. Il a été en effet "coordinateur national pour la sécurité, la protection des infrastructures et le contre-terrorisme dans le Conseil de sécurité nationale des États-Unis de 1998 à 2003. Il a été nommé par le président Bill Clinton et maintenu à cette fonction par le président George W. Bush" indique Wikipédia, qui rappelle qu'il critiquera après l'équipe de Bush pour son inaction contre le terrorisme. Or dans son livre, dont je vais emprunter de larges extraits, il nous indique clairement pourquoi l'attaque des camps ne pouvait pas aboutir à son objectif premier, qui était d'éliminer Ben Laden. L'ouvrage fondamental de Clarke, laissé souvent de côté, hélas, contient pourtant des éléments vitaux pour expliquer pourquoi quelqu'un comme Ressaym est passé à côté des services de police, et les raisons pour lesquelles le FBI n'avait aucune connaissance des réseaux islamistes dormants en 1999.

Ben Laden, une occasion manquée

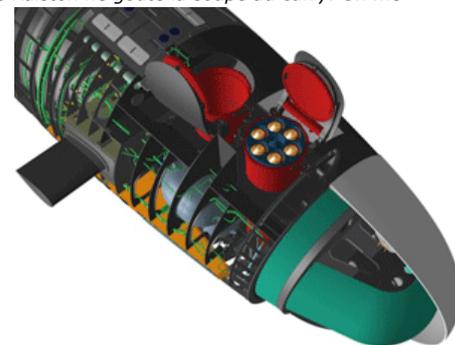


Ce n'était pas faute d'avoir essayé, pourtant, nous raconte Clarke, dépité par son manque de réussite à convaincre les USA d'agir contre Ben Laden. Mais dans leur souci de ménager la susceptibilité pakistanaise, les américains vont commettre un énorme impair, celui de mettre au parfum l'ISI de leur projet de bombardement : "La CIA et les commandants interarmes ont désigné non seulement les bâtiments où doit se dérouler l'assemblée, mais également d'autres camps d'Al-Qaïda en Afghanistan et des implantations au Soudan, financées par Ben Laden. L'attaque n'impliquera que des missiles de croisière ; l'emploi de marins ou d'avions pourrait faire des victimes



ou des prisonniers dans les rangs américains. L'adjoint du chef des armées, Joe Ralston, a accepté de se rendre au Pakistan, son avion fera escale sous prétexte de refaire le plein. Il a contacté le chef de l'armée pakistanaise et l'a invité à un dîner en tête à tête pour le 20 août, à l'aéroport, pour discuter des tensions entre leurs deux pays. Le général pakistanaise, son ami personnel, a accepté. Les missiles de croisière traverseront le ciel pakistanaise et seront détectés pendant ce dîner. Ralston expliquera que ce sont nos missiles et qu'il ne faut pas les abattre. Selon le plan, Ralston doit remonter dans son avion et partir avant le dessert. En somme les pakistanais ont été mis au courant des objectifs !!! Même si les américains s'assurent que les tomahawks ne craignent rien : J'appelle néanmoins mes amis à l'état major pour signaler que l'armée pakistanaise pourrait détecter une étrange activité de la marine américaine au large de leurs côtes bien avant que Joe Ralston ne goûte la soupe au curry. On me répond que les missiles partiront de sous marins de

combat (ps : c'est comme ça qu'à commencé l'attaque de la Libye). Un destroyer sera peut-être utilisé, mais les destroyers américains ne sont pas rares au large du Pakistan". Tout est déjà dit : les pakistanais ont été prévenus de l'envoi de la volée de missiles. Et leur protégé est logiquement leur cible. La conclusion est vite trouvée : Ben Laden va en réchapper. Au dernier moment, Ben Laden décalera un voyage prévu dans le camp bombardé. Difficile d'y voir un simple hasard.



Tout le monde était au courant de l'attaque



Ceci pour les premières fuites possibles permettant à Ben Laden de se mettre à l'abri, via les confidences de l'ISI. La seconde méthode étant la fuite interne, aux USA même : "jusque-là, au sein du gouvernement, très peu de gens savent que des représailles sont imminentes, en dehors des membres du Comité des Principaux. Mais pour une telle opération militaire, la paperasserie est inévitable. Il faut une annonce présidentielle, des conférences de presse dans plusieurs services, une notification au Congrès, des explications pour les Nations unies, diffusées ensuite dans nos ambassades, une sécurité renforcée dans les implantations américaines au Pakistan et dans le reste du monde, et ainsi de suite. Les assurances que m'ont données mes amis de l'état-major ne valaient rien. Les destroyers s'accumulent dans la mer d'Oman, les missiles sont prêts ; il ne s'agit pas d'un navire unique. La marine pakistanaise les a forcément remarqués et a prévenu Islamabad. L'ISI est alerté" ajoute

Clarke : Ben Laden avait avec tout cela largement le temps de se mettre à l'abri... les membres du Congrès et les Sénateurs US liés aux industries de guerre avaient eu vite fait d'activer leurs réseaux pour que leur champion échappe à l'attaque ciblée. Cela fait deux raisons pour lesquelles Ben Laden sera toujours déclaré vivant après l'attaque du 20 août. Notre envoyé du FBI étant alors bien loin de ses préoccupations géopolitiques. Pour l'instant, il s'échine surtout à trouver un téléphone qui fonctionne dans son bureau.

Dès 1998, on savait que l'ISI aidait et soutenait Ben Laden



L'attaque ne servira donc pas à grand'chose : on accusera après Clinton de l'avoir lancée pour détourner de l'affaire Lewinski, dans laquelle il doit comparaître devant un juge. "C'est alors que sont lancés les premiers des soixante-quinze missiles. Les uns tournent en attendant que les autres soient lancés, puis tous volent vers la côte pakistanaise à environ six cents kilomètres/heure. Dans deux heures, ils frapperont les camps d'AIQ aïda en Afghanistan. D'autres Tomahawks sont tirés depuis la mer Rouge, vers Al-Shifa. Les rapports divergent sur un point : de combien avons nous manqué les leaders d'Al-Qaïda ? Ce qui est sûr, c'est que Ben Laden ne fut pas tué. Apparemment, plusieurs officiers de l'ISI trouvèrent la mort. Selon les médias, les Pakistanais étaient présents dans le camp visé, ils formaient les terroristes du Cachemire. L'ISI avait plusieurs antennes en Afghanistan et aidait les talibans à prendre le contrôle des régions encore aux mains de l'Alliance du Nord. Je crois que si l'ISI avait voulu capturer Ben Laden ou nous dire où il se trouvait, cela ne lui aurait demandé aucun effort. Les Pakistanais n'ont pas coopéré avec nous parce que, selon eux, Al-Qaïda aiderait les talibans. Avec ses affiliés, le groupe

terroriste pourrait aussi faire pression sur l'Inde, surtout au Cachemire. Certains, comme le général Hamid Gul, (ci-contre à droite) ancien responsable de l'ISI, partageaient apparemment l'idéologie anti-occidentale de Ben Laden". Clarke révèle donc qu'en 1998 ; à peine trois ans avant le 11 septembre, les américains savent parfaitement les liens entre Ben Laden et l'ISI !!!

Treize ans avant Abottabad

Le procédé utilisé pour tenter de supprimer Ben



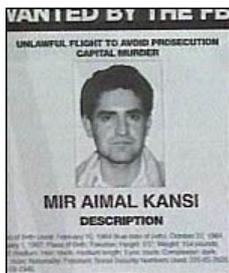
Laden n'était donc pas le bon : seul valait, selon les militaires, une attaque au sol rondement menée pour s'en débarrasser. Voilà qui sonne étrangement après ce qui a été raconté sur comment paraît-il on se serait débarrassé de Ben Laden à Abbottabad ! "Durant les jours qui suivirent, la réaction de l'opinion américaine face à ces représailles fut telle qu'on pouvait s'y attendre. D'après les médias et de nombreux membres du Congrès, Clinton avait lancé l'opération pour faire oublier le scandale Lewinsky ; Tenet, le directeur de la CIA, avait probablement inventé cette histoire d'assemblée d'Al-Qaida parce que Ben Laden était encore en vie ; les Soudanais étaient sincères quand ils affirmaient n'avoir jamais fabriqué de précurseurs chimiques à Al-Shifa, sinon pour produire du désherbant ; le Département de la Défense avait gaspillé de précieux missiles de croisière pour attaquer des huttes et des tentes ; Clinton avait empêché les militaires de poser « leurs rangers au sol » en Afghanistan et avait exigé l'emploi de ces missiles inefficaces. On fait appel aux commandos quand on est un homme". Bref, ajoute



le lucide Clarke, c'était raté sur toute la ligne : "après les deux attentats terroristes mortels, nous avons essayé d'anéantir les leaders d'Al-Qaida, mais nous n'avons fait que donner du grain à moudre à l'extrême droite. Cela a rendu notre combat plus difficile encore à poursuivre, comme lorsque j'ai tenté de persuader les Principaux de renoncer à trouver Ben Laden pour se limiter à bombarder les camps d'entraînement. Le plus frustrant était que, après la réunion dans la salle du Cabinet, Clinton nous avait pris à part, Hugh Shelton et moi, pour dire à l'ancien commandant des Forces spéciales : « Hugh, à mon avis, ce qui pourrait bien leur foutre la trouille, à tous ces types d'Al-Qaida, plutôt que les missiles de croisière, [...] ce serait de voir les commandos, les Ninjas en uniforme noir, sauter des hélicoptères sur leurs camps, mitrailleuse au poing. Même si on n'attrape pas les gros bonnets, ça pourrait faire de l'effet. » Shelton parut peiné. Il expliqua que les camps étaient loin de tout endroit d'où nous pouvions lancer un raid en hélicoptère. Le chef des armées accepta néanmoins « d'y réfléchir ». La réflexion aurait donc duré 13 ans, chez les militaires américains... pour revenir à la solution préconisée par Clinton !



Une première tentative d'intervention au Pakistan dès 1993 !



Intervenir directement au Pakistan sans demander l'avis de ses dirigeants, les USA avaient déjà été tentés de le faire, il y a 14 ans déjà... Cet épisode là aussi je vous l'avais déjà expliqué ici-même. "En 1997 pourtant, les Américains avaient tenté une intervention musclée au Pakistan. L'historique de l'intervention remontant à 1993, date à laquelle un pakistanais, Mir Aimal Kansi, avait ouvert le feu sur le quartier général de Langley aux Etats-Unis, tuant deux gardes (Lansing H. Bennett. et Frank Darling, deux employés de la CIA) et en blessant trois. Sa traque allait prendre quatre années et conduire les hommes de la CIA à Islamabad, déjà. Pour leur enquête, note le site qui rappelle l'opération, la CIA avait recruté "des hommes des régions tribales qui avaient déjà travaillé avec eux lors du conflit contre l'URSS"... tiens tiens, voilà que l'on rappelle que la CIA y était depuis plus de 20 ans dans la région ! Apportant aux "recrutés", "4x4 Toyota, motos, moyens de communication cryptés et armes..." Ce sont ces hommes qui "logeront" Kansi, comme aurait été "logé" Ben Laden, la CIA débarquant par avion cette fois sur une "piste aérienne clandestine" près d'Islamabad : voilà qui rappelle les C-130 bourrés de drogue de la Mena ! Clinton signant le décret autorisant la "capture" de Kansi par les Forces Spéciales, comme Obama celle de Ben Laden,

14 ans avant" avais-je écrit. On possède quelques précisions supplémentaires, prouvant surtout que 4 ans avant le 11 septembre, l'ISI et la CIA travaillaient la main dans la main : "A 4 heures du matin du 15 Juin 1997, une équipe armée d'agents du FBI, en collaboration avec l'ISI pakistanaise, ont attaqué la chambre d'hôtel Kansi. Ses empreintes digitales ont été prises sur la scène, confirmant son identité. "Il ya un différend sur le lieu où a été pris Kansi, les autorités américaines affirmant qu'il était un centre de détention géré par les autorités pakistanaises, tandis que les sources pakistanaises affirment qu'il était l'ambassade américaine à Islamabad - avant de s'envoler pour les Etats-Unis sur un C-141 de transport". Pendant le vol, Kansi fait des aveux complets oral et écrit au FBI." Le procès expéditif de Kansi le verra condamner à mort en 1998 et exécuté par injection le 4 novembre 2002 en Virginie. Kansi avait déclaré ne rien avoir à voir avec Ben Laden. Lors de son procès, un de ses avocats révélera une chose qui sera aperçue plus tard chez Zoubaidah (mais lui après un combat) : enfant, Kansi avait subi des dommages irréversibles au cerveau... Son corps ramené au Pakistan, il sera l'objet de funérailles anti-américaines mises en scène, en présence d'officiels pakistanaise.



Deux ans auparavant, une jeune recrue du FBI, Ted Humphries tente de tirer les vers du nez de notre algéro-canadien pris en flagrant délit de transport de bombe. Il n'a aucune difficulté pour ça à vrai dire : les deux parlent français... Humphries ayant fait ses études en collège au Canada !

(*) Le Figaro, 7 avril 2001 ; voir aussi le témoignage du juge Bruguière au procès d'Ahmed Ressay USA v. Ahmed Ressay, Aka Benni Norris, United States District Court Western District of Washington (2001), case CR 99-666-JCC, 2 avril 2001).

(**) "À son arrivée à Montréal, Ressay est arrêté par l'immigration ; les agents ayant décelé qu'il s'agissait d'un faux passeport. Au moment même de son arrestation, Ressay fit une demande d'asile politique. Selon ses déclarations, il inventa alors une histoire. Il affirma qu'il avait été torturé en Algérie et qu'il avait été faussement accusé de trafic d'armes et d'activités terroristes. Les autorités canadiennes le gardèrent dans un premier temps dans un centre. Puis, sans vérification semble-t-il auprès de l'Algérie, de la France ou d'Interpol, les agents canadiens de l'immigration le relâchèrent. Sa demande fut fixée au 28 mars et on lui demanda de trouver un avocat.

La Ministre de l'Immigration, Élinor Caplan, indiqua plus tard que ce n'était pas un délit grave que de présenter un faux passeport pour entrer au Canada, beaucoup de réfugiés légitimes le faisant. Il fallait aux agents de l'immigration des preuves avant de pouvoir refouler un nouvel arrivant.

Extrait de la déclaration de Mme Caplan (séance du Parlement, 13 mars 2001) :

« En fait, monsieur le Président, nos agents de première ligne sont expérimentés. L'année dernière, 65 000 personnes ont été refoulées, dont environ 7 200 à cause de considérations d'ordre criminel. Quand nous disposons de preuves, nos agents de première ligne peuvent refuser l'entrée au Canada à ceux qui ne sont pas admissibles. C'est ainsi que cela fonctionne. Il leur faut des preuves avant de pouvoir refouler ces personnes".

*(***) L'attentat de Khobar du 25 juin 1996, qui avait dévasté l'immeuble situé près de la base du roi Abdelaziz avait tué 19 Américains et 1 Saoudien et blessé 372 personnes. Le premier heurt entre l'Arabie Saoudite était apparu suivi dans les semaines suivantes : "La déception était d'autant plus grande que le FBI avait passé un accord avec M. Hani El Sayegh, arrêté le 18 mars dernier au Canada. Pour la première fois, les enquêteurs américains avaient mis la main sur un homme qui pouvait détenir des informations sur l'attentat commis le 25 juin 1996 en Arabie saoudite contre des soldats américains. Le marché signé paraissait prometteur : M. El Sayegh acceptait d'être extradé vers les Etats-Unis et de plaider coupable d'avoir, entre janvier 1994 et décembre 1995, tenté d'organiser des actions violentes contre des citoyens américains vivant dans le royaume wahhabite - pour cela il ne risquait que dix ans de prison. En échange, il ne serait pas inculpé dans l'affaire de l'attentat du 25 juin 1996 pour lequel il était passible de la prison à vie, mais s'engageait à révéler tout ce qu'il savait sur cette entreprise. Sa volte-face - il refuse de plaider coupable et assure ne rien savoir sur les événements du 25 juin 1996 - ramène le FBI à la case départ dans ce qui est devenu pour toutes les agences américaines de lutte contre le terrorisme une priorité : faire la lumière sur ce qui s'est passé, au début de l'été 1996, en Arabie saoudite."*

la brochure du FBI est lisible ici :

<http://www.fbi.gov/stats-services/p...>

SPIP 2.0.18 [19290] est un logiciel libre distribué sous licence GPL.
Pour plus d'informations, voir le site <http://www.spip.net/fr>.